

505 LHH16/10

68

(1939)

X

Comptabilisation de la variation de stocks de la S.N.C.F.

Lettre S.N.C.F. à M.T.P.	26. 8.39		
Lettre S.N.C.F. à M.T.P.	3.11.39		
Dépêche de M.T.P. à S.N.C.F.	16.11.39		
(s) C.D.	27.11.39	42	VI
(s) C.A.	29.11.39	43	VI

Comptabilisation de la variation de stocks de la S.N.C.F.

29 novembre 1939

QU. VI - Comptabilisation des approvisionnements

(s) p. 43

M. LE BESNERAIS

il a fallu

prévoir une somme de 250 M. pour assurer la couverture en obligations de la variation des approvisionnements en 1939.

Cette augmentation résulte principalement de la hausse des prix, et également des nouvelles règles comptables adoptées pour la couverture des variations des approvisionnements. Le Ministre des Travaux Publics, en effet, a autorisé la S.N.C.F. à appliquer, dès 1940, ces nouvelles règles, selon lesquelles, au lieu de fixer à titre provisionnel pour l'exercice à venir le montant maximum des obligations à émettre pour faire face aux variations des approvisionnements, la loi de finances fixera le montant des obligations à émettre pour couvrir les variations constatées au cours de l'exercice précédent.

Ces règles s'appliquent pour la première fois à l'exercice 1940 et le chiffre élevé de la somme nécessaire s'explique d'une part, par la hausse des prix qui a atteint en moyenne 10% en 1939, et, d'autre part, par l'accroissement notable des stocks qui a été rendu nécessaire en raison des circonstances actuelles.

M. GRIMPRET

voudrait savoir quelle est

la signification exacte du crédit de 250 M. inscrit pour consolider les variations des approvisionnements constatées au cours de l'exercice 1939.

M. LE BESNERAIS désire illustrer par un exemple théorique le mécanisme de cette opération. Il suppose que la valeur du stock des approvisionnements était, au 1er janvier 1939, de 5 milliards. Si l'on admet qu'au cours de l'exercice 1939, la valeur de ce stock a subi les variations suivantes :

- d'une part, une augmentation de 6 milliards par suite de l'achat de nouveaux approvisionnements,
- d'autre part, une diminution de 5.750 M. par suite de l'utilisation par les services de matières approvisionnées,
on constate qu'au 1er janvier 1940, la valeur des approvisionnements a augmenté en définitive de 250 M par rapport au 1er janvier 1939.

Ces 250 M. sont couverts, au cours de l'exercice, ce qui est d'ailleurs normal, par des ressources de trésorerie de la S.N.C.F. D'après les nouvelles règles, ils doivent être consolidés, après la clôture de l'exercice, par des émissions d'obligations.

M. GRIMPRET constate qu'il s'agit, en somme, d'un remboursement des avances de trésorerie consenties.

M. LE RESNERAIS le confirme et ajoute que l'hypothèse inverse doit être également envisagée, où la valeur des approvisionnements diminue d'un exercice à l'autre. Dans ce cas, un certain nombre d'obligations, qui avaient été émises pour couvrir la valeur de ces approvisionnements, se trouvent ainsi libérées, ce qui permet de diminuer d'autant les obligations à émettre à d'autres titres.

27 novembre 1939

QU. VI - Comptabilisation des
approvisionnements

(s) p. 42

M. LE BESNERAIS Le Ministre a accepté que,

dès le budget de l'exercice 1940, la loi de finances, au lieu de fixer à titre provisionnel les variations des stocks d'approvisionnement pour l'exercice à venir, se borne à autoriser les émissions correspondant aux variations constatées au cours de l'exercice précédent; ce n'est, en effet, qu'en fin d'exercice que nous connaissons exactement les variations de nos approvisionnements.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 71/18

COPIE

Paris, le 26 août 1939

Monsieur le Ministre,

Un article spécial de la Loi de Finances détermine le montant total des ressources que la S.N.C.F. est autorisée à se procurer par l'émission d'emprunts pour l'application des articles 28, 29 et 43 de la Convention du 31 août 1937, c'est-à-dire pour le financement des dépenses de Premier Etablissement et d'accroissement des approvisionnements de la S.N.C.F. au cours de l'année à venir.

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur le fait qu'il est très difficile, au moment de la préparation de la Loi de Finances, de calculer, avec quelque exactitude, la variation probable des stocks de la S.N.C.F. plus d'une année d'avance; les stocks sont, en effet, dans la période actuelle d'instabilité, soumis à des variations importantes en cours d'année difficilement prévisibles, tant en valeur, du fait de la hausse continue des prix, qu'en quantité, en raison de la constitution des stocks de sécurité imposés par les circonstances extérieures.

C'est pourquoi nous vous proposons, Monsieur le Ministre, de modifier la rédaction de la Loi de Finances qui, à notre avis devrait consolider la variation des stocks constatés à la fin de l'exercice précédent. En cours d'exercice, la S.N.C.F. financerait les variations du Compte des Approvisionnements sur sa Trésorerie.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND.

Monsieur A. de MONZIE,
Ministre des Travaux Publics,
244, Boulevard St-Germain
PARIS (7^e)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

D 71/18

Paris, le 3 novembre 1939

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 25 août 1939, nous avons eu l'honneur de rappeler qu'un article spécial de la loi de finances déterminait le montant total des ressources que la S.N.C.F. était autorisée à se procurer par l'émission d'emprunts, en application des articles 28, 29 et 43 de la Convention du 31 août 1937, c'est-à-dire pour le financement des dépenses de premier établissement et d'accroissement des approvisionnements de la S.N.C.F. au cours de l'année à venir. Attirant votre attention sur le fait qu'il était très difficile, au moment de la préparation de la loi de finances, de calculer avec quelque exactitude la variation probable des stocks de la S.N.C.F., étant donné notamment l'incidence des hausses de prix, nous vous avons proposé de modifier désormais la rédaction de la loi de finances de manière que cette loi consolide la variation des stocks constatée à la fin de l'exercice précédent, au lieu de prévoir une certaine somme pour la couverture de la variation des approvisionnements de l'année à venir; en cours d'exercice, la S.N.C.F. financerait les variations du compte d'approvisionnements sur sa trésorerie.

Ayant actuellement à préparer le budget d'établissement de 1940, il serait nécessaire à la S.N.C.F. de connaître votre décision, et je vous serais obligé de vouloir bien me donner, dès que possible, votre accord à notre proposition.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 71/18

C O P I E

Paris, le 26 août 1939

Monsieur le Ministre,

Un article spécial de la Loi de Finances détermine le montant total des ressources que la S.N.C.F. est autorisée à se procurer par l'émission d'emprunts pour l'application des articles 28, 29 et 43 de la Convention du 31 août 1937, c'est-à-dire pour le financement des dépenses de Premier Etablissement et d'accroissement des approvisionnements de la S.N.C.F. au cours de l'année à venir.

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur le fait qu'il est très difficile, au moment de la préparation de la Loi de Finances, de calculer, avec quelque exactitude, la variation probable des stocks de la S.N.C.F. plus d'une année d'avance; les stocks sont, en effet, dans la période actuelle d'instabilité, soumis à des variations importantes en cours d'année difficilement prévisibles, tant en valeur, du fait de la hausse continue des prix, qu'en quantité, en raison de la constitution des stocks de sécurité imposés par les circonstances extérieures.

C'est pourquoi nous vous proposons, Monsieur le Ministre, de modifier la rédaction de la Loi de Finances qui, à notre avis devrait consolider la variation des stocks constatés à la fin de l'exercice précédent. En cours d'exercice, la S.N.C.F. financerait les variations du Compte des Approvisionnements sur sa Trésorerie.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND.

Monsieur A. de MONZIE,
Ministre des Travaux Publics,
244, Boulevard St-Germain
P A R I S (7^e)